



Déclaration du SNUipp-FSU

CDEN du 14 avril 2014

Monsieur le Préfet,
Monsieur l'Inspecteur d'Académie,
Monsieur le Président du conseil général,
Mesdames et Messieurs,

Le SNUipp-FSU a toujours été favorable à une réforme des rythmes qui mette fin à la semaine Darcos avec pour principe d'alléger la journée scolaire. Il a toujours considéré qu'elle devait concilier réussite des élèves et amélioration des conditions d'exercice du métier. Pour le SNUipp-FSU, cette réforme actuelle n'est pas satisfaisante. Elle a été mal pensée, mal préparée, peu financée et s'organise trop souvent sans l'avis des enseignants. En conséquence, à l'épreuve du terrain, sa mise en œuvre débouche trop souvent sur des difficultés réelles occultant l'intérêt des élèves et des enseignants.

De plus, le SNUipp-FSU a toujours considéré qu'il aurait fallu articuler la réforme des rythmes avec des mesures pour les élèves et le métier d'enseignant : refonte des programmes scolaires, rénovation de la formation continue, scolarisation précoce des moins de trois ans, augmentation du nombre de RASED, déconnexion temps élèves/temps enseignants et plus de maîtres que de classe et fin de l'APC.

Au SNUipp-FSU nous avons pris l'initiative de produire un contre-rapport, à la fois national et départemental pour porter la parole du terrain. Nous y avons pointé le manque, voire l'absence de concertation.

Ainsi, sur les écoles qui ont répondu à l'enquête du SNUipp-FSU, si 72 % des Conseils d'école ont été consultés au départ, moins de la moitié ont été écoutés à l'arrivée. Nous notons également que les spécificités de la maternelle ne sont pas prises en compte. Trop souvent, ce sont des contraintes matérielles qui guident la mise en place de la réforme : transports, manque de personnels municipaux, gestion des locaux.

Des projets proposés par les conseils d'école ne sont pas acceptés car considérés

hors-décret.

75% des enseignants, ayant répondu à notre enquête, déclarent avoir des conditions de travail dégradées avec notamment une augmentation du temps de travail. Nous rappelons que les animations pédagogiques ne doivent pas avoir lieu le mercredi après-midi qui doit être libéré de toute obligation de service.

Enfin, la mise en œuvre révèle de fortes inégalités territoriales.

Pour faire face à toutes ces difficultés, le SNUipp-FSU demande : la non généralisation de cette réforme à la rentrée, la suspension de sa mise en œuvre quand il y a désaccord avec la proposition de la mairie, la réécriture du décret et la pérennisation du financement des TAP par l'État.

Le SNUipp FSU demande que, dans un cadre national, soient possibles différentes organisations, comme c'était le cas avant 2008. Par exemple :

- Une organisation sur 5 jours avec 1 à 2 demi-journées libérées ;
- Une organisation de la semaine scolaire sur 4 jours étalés sur plus de 36 semaines ;
- Une organisation sur 5 jours libérant un mercredi ou un samedi sur trois.

Enfin, pour le SNUipp-FSU, les conseils d'école doivent être le seul lieu de la mise en œuvre des projets (horaires, étude des conventions, utilisation des locaux, transitions des temps scolaires et périscolaires...). Aucun aménagement ne doit pouvoir se faire contre l'avis des conseils d'école.

Il est urgent qu'un véritable dialogue s'installe. Des réponses à nos exigences doivent être apportées tant pour améliorer la réussite des élèves que pour améliorer les conditions de travail des enseignants.